Milena DOYTCHEVA, *Le multiculturalisme*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2005, 123 p.

Nelly Carpentier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7985>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7985

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2006

ISBN : 978-2-86480-869-5

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Nelly Carpentier, « Milena DOYTCHEVA, *Le multiculturalisme* », *Questions de communication* [En ligne], 9 | 2006, mis en ligne le 30 juin 2006, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7985> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7985>

Milena DOYTCHÉVA, *Le multiculturalisme*.

Paris, Éd. La Découverte, coll.

Repères, 2005, 123 p.

Milena Doytcheva n'est pas la première à s'intéresser au « multiculturalisme ». C'est un avantage pour pouvoir faire – comme elle l'a semble-t-il souhaité – à la fois, un historique, une enquête internationale et un bilan. L'histoire du multiculturalisme contemporain est relativement récente. Les deux pays qui se sont les premiers aventurés dans cette direction, le Canada et l'Australie, l'ont fait dès les années 70. Certes, le mot « multiculturel » remonte lui au début des années 40. Il permettait en fait de désigner les lieux ou les pays qui se caractérisaient par la co-présence d'individus ou de groupes d'origines culturelles différentes. En revanche, « le terme de multiculturalisme » a pris du temps à s'imposer, puisque « c'est seulement en 1989 qu'on le trouve dans le *Oxford English Dictionary* » (p. 8). Il va de soi que même si les deux vocables sont récents, la situation à laquelle ils correspondent n'est pas si nouvelle. Hier, royaumes et empires étaient déjà composés d'ethnies et de nations multiples. Dans les situations multiculturelles d'aujourd'hui, la dimension individuelle est plus largement présente, du fait des circulations de personnes, en fonction des flux migratoires qui ont bénéficié des transports modernes facilitant les franchissements de frontières. Toutefois, c'est seulement quand le Canada et l'Australie ont tenté de penser une politique concernant la diversité de leurs populations que la perspective multiculturaliste s'est faite jour. À chaque fois, il s'agissait de se tirer d'embarras, en permettant à des populations parfois opposées d'accepter un certain « vivre ensemble » pour ne pas détruire la société dont elles faisaient partie.

Même aux États-Unis, la perspective originelle n'était pas le multiculturalisme mais,

bien au contraire, un *melting-pot*, toutefois réservé aux blancs. Certes, le mouvement pour les droits civiques a conduit, dès les années 70, à la mise en place de mesures en faveur des minorités raciales. Des « chaires d'études ethniques » ont été créées dans les universités. Cependant, on n'a pas une politique clairement pensée comme multiculturaliste. Citée par Nathan Glazer, « une enquête a montré que le terme multiculturalisme n'est présent dans aucun des grands journaux jusqu'en 1988. D'une centaine d'occurrences en 1990, il passe à 600 en 1991 et à 1 500 en 1994 » (p. 49). À vrai dire, la vogue du mot signe plutôt l'importance du débat à son sujet que celle d'un engouement pour la perspective qu'il propose. C'est également dans les années 90 que de nombreux pays d'Amérique latine se sont clairement définis comme des « nations multiculturelles ». Cette diversité était constitutionnellement garantie et protégée.

L'un des soucis de Milena Doytcheva est de nous rendre conscients du fait que, à sa source, le multiculturalisme se présente comme un projet politique démocratique. Précédemment, les mouvements démocratiques avaient accusé les nations marchandes modernes de n'être que « formellement » démocratiques. L'égalité politique y était relativement acquise mais l'égalité économique ne suivait pas. C'est pour répondre à ces critiques que ces nations se sont dotées d'un État Providence. Ceux-ci sont aujourd'hui menacés par une globalisation financière qui surveille leur endettement et les pénalise en rapport. Pour l'auteur, il faut souligner que, pendant cette période, les sociétés peuvent être considérées comme relativement homogènes. Si elles connaissaient certains apports migratoires, ceux-ci finissaient par se fondre dans une culture partagée, pour l'essentiel. Mais aujourd'hui, dans des nations de moins en moins assurées d'elles-mêmes, les politiques d'assimilation, hier efficaces et acceptées, commencent à échouer. Sans doute aussi parce que les flux migratoires sont plus planétaires et plus diversifiés qu'autrefois. Cet échec relatif des politiques d'assimilation entraîne, sur un même territoire, la coexistence d'individus et de communautés soucieuses d'être reconnues, non seulement

politiquement, ou économiquement, mais désormais également d'un point de vue ethnoculturel. Si l'on admet que nombre de personnes vont conserver une bonne part de leurs caractéristiques d'origine, il importe que celles-ci soient reconnues pour être admises à l'expression. D'où cette proposition faite de reconnaître des « droits culturels » (p. 65).

Pour Milena Doytcheva, il s'agit d'une nouvelle dimension de l'exigence démocratique. Il n'est donc pas question de légitimer, à cette occasion, des communautarismes qui en profiteraient pour priver leurs membres de telle ou telle autre liberté. L'ambition du multiculturalisme est de réussir la composition des droits politiques et économiques antérieurs et de ces droits ethnoculturels supplémentaires et non opposés. Deux données historiques fondamentales constituent le socle de cette évolution. La première est la nécessité, pour les anciennes sociétés, de parvenir à intégrer les nouveaux flux migratoires mondiaux. La seconde, antérieure et plus tragique encore, tient à l'effectivité des génocides qui ont parcouru tout le XX^e siècle avec en son cœur l'extrême de la Shoah. Ainsi les États ont-ils largement failli dans la protection de telle ou telle communauté. Il ne leur est donc pas possible de dénier à ces communautés un titre spécifique à la protection de leurs membres. Dans cette perspective, peut-on dire, comme Nathan Glazer, dès 1997, que « nous sommes tous multiculturalistes aujourd'hui ? » (*We are all Multiculturalists now*, Cambridge, Harvard University Press). Certes, même dans un pays comme la France, se réclamant d'un modèle républicain strict, on a quand même entrepris, sans le dire, des politiques de « discrimination positive » (p. 80). On a évité de faire fond sur des discriminations ethnoculturelles en les traitant par un autre bout, celui des localisations des populations défavorisées pour lesquelles on a créé des zones bénéficiant de politiques d'aide.

Milena Doytcheva entend cependant souligner un point de vue différent. Sans doute, des politiques multiculturalistes diverses ont été mises en œuvre par de nombreux États occidentaux. Cela

n'empêche nullement la persistance d'un multicultural planétaire qui échappe à toute prise en compte politique. De ce fait, depuis le 11 septembre 2001, les politiques multiculturalistes sont, sinon compromises, du moins suspendues. Contrairement à l'idée simpliste d'une mondialisation uniformisante, on voit que bien des différences restent irréductibles. D'autant qu'elles sont de moins en moins traitées au plan national, et toujours pas au plan mondial. Dans ces conditions, le multiculturalisme peut subir des échecs. Toutefois, ne serait-il pas plus juste de dire qu'il n'en est qu'à son tout début dans l'histoire humaine ?

Nelly Carpentier

Université Paris 5

CREM, université Paul Verlaine-Metz

nelly.carpentier@univ-paris5.fr